

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

La Chine va-t-elle devenir les Balkans du Monde ?

Dans notre grande presse, la guerre civile d'Espagne, est reléguée au second plan, devant les complications des événements d'Extrême-Orient. La guerre, qui semblait tout d'abord devoir se limiter à une « opération de police » dans la Chine du Nord, s'étend aujourd'hui, par suite de la résistance du gouvernement de Nankin à travers tout le pays.

Shanghai est bombardée chaque jour. Plusieurs quartiers sont la proie des flammes. Des obus sont tombés dans la concession internationale. La finance « démocratique », dont les exploitations flambent à Shanghai, s'inquiète. La City est particulièrement nerveuse. L'accord des grandes démocraties, qui semblait si difficile à réaliser — à la grande alarme de tous les néopatriotes — semble devoir s'établir sur le plan d'Extrême-Orient. Les Etats totalitaires n'osent encore se prononcer. Ils gardent prudemment le silence.

Pourtant la presse allemande mène une campagne contre l'intervention russe et glorifie la victoire japonaise à Nankéou, ce qui laisse supposer que dans les jours qui vont suivre elle se prononcera plus nettement pour le Japon.

La rivalité des Etats impérialistes s'accentue donc pour la conquête de l'important débouché économique que représente la Chine. Les provinces chinoises risquent de devenir les Balkans du monde. Ainsi ces événements nous placent devant de nouvelles menaces de guerre mondiale, beaucoup plus graves que la guerre en Espagne. Le danger de la révolution prolétarienne — représentée par la C.N.T. et la F.A.I. — qui menace de faire passer dans les mains des héroïques travailleurs ibériques, le sous-sol de ce pays possédé par les capitalistes internationaux, a tenu les impérialismes démocratiques sur la réserve. Loin de réagir brutalement contre l'intervention de l'Italie et de l'Allemagne, ils tentent diplomatiquement de soustraire Franco à l'influence des puissances fascistes. Dans une certaine mesure ils y réussissent, ainsi qu'en témoigne la nouvelle récente de la réexpédition des minerais de fer de Bilbao vers l'Angleterre.

Mais en Extrême-Orient rien de cela, ils ont les mains libres et ils sembleront devoir en profiter. Le rapprochement des Etats démocratiques, loin d'être une sécurité de paix, comme le dit notre presse de gauche, est au contraire une sévère menace de guerre.

La passivité du prolétariat, tenu sous la tutelle du Front populaire stalinisé, agrave cette menace. Aucune action sérieuse n'est menée contre ce danger. La grande masse, trompée par les partis politiques, semble s'acheminer vers l'acceptation du massacre, au nom d'une prétenue croisade antifasciste.

Les pacifistes intégraux, qui depuis les événements d'Espagne ont justifié l'expression de pacifistes belâts, placent encore leur confiance dans la vieille machine hors d'usage qu'est la Société des Nations. C'est une dérisoire.

La terrible menace de guerre qui plane sur nous ne pourra être écartée que par l'action autonome de classe du prolétariat. Aussi, rende à ce dernier son indépendance d'action, doit-il être le but de l'action anarchiste. La guerre et la révolution en dépendent.

SOCIALISME ET PROFIT

Les socialistes, du moins les théoriciens, et plus en vue, en viennent à faire leur mea culpa après un an de néo-capitalisme. On s'aperçoit enfin du mauvais terrain de l'expérience et de ses étroites limites. On trouve bien encore l'excuse dans quelque invraisemblable nécessité de mettre le socialisme à l'épreuve du pouvoir bourgeois. Mais on n'oublie pas de concourir très doctement qu'on n'a pas engagé une expérience socialiste et quelle que soit la modératrice des hommes du Parti au pouvoir ou en dehors, la théorie pure vient rehausser le prestige des défaillants. On n'attendait rien qui ébranlât le monde, on a bien parlé à tort et à travers, mobilisant dans sa totalité l'enthousiasme ouvrier, mais les savants du Parti savaient bien, comme M. Jules Moch le disait, que « la somme des réformes réalisables dans le cadre du régime social est limitée ».

Il ne s'agit pas encore de conclure à la nécessité de briser de tous côtés les cadres de ce régime. On réclame les « réformes de structure », on s'ouvre des portes dans l'enceinte du capital, on ne s'y limite plus absolument. On se grise des victoires combatives. Mais il résulte en fin de compte que les meilleures intentions, la science et l'énergie des théoriciens d'un parti réformiste se transforment en programme électoral auquel manquera toujours la science précis et la folie désespérée des grandes causes qui laissent leur petite trace dans le monde.

Le Temps relève les paroles précédemment soulignées qui prononçaient M. Jules Moch dans un de ces discours-futurs-programmes qui doivent permettre aux socialistes de ressaisir les rênes du pouvoir en se lavant de l'accusation d'impuisants et de conards que leur valut la précédente expérience.

M. Jules Moch, en théoricien à qui la plénitude des mots cache la vacuité des volontés et

des moyens, ne parle-t-il pas d'une « collectivisation au moins partielle des bénéfices » qui permettrait de compenser dans le calcul des prix de revient le déséquilibre causé par les augmentations de salaires. M. Jules Moch prend cette idée primaire que nous avons défendue : pour que les prix de revient restent stables, malgré l'élévation de l'élément salaire, il faut que la bourgeoisie paie la différence avec ses bénéfices propres.

Et le Temps fait à M. Jules Moch une petite leçon où il démontre que le profit du capital qui n'excède pas 10 % dans les meilleurs cas, est bien impuissant à combler les nouvelles charges de production qui sont de l'ordre de 80 %. De là à demander à M. Jules Moch et au socialisme tout entier de réviser son arithmétique et ses doctrines.

Que répondra M. Jules Moch ? Nous n'en savons rien. Probablement, se bornera-t-il à nier les chiffres, car « les statistiques ne nous fournit malheureusement pas de renseignements très précis sur l'importance de ce profit », comme le fait remarquer le Temps.

Il est très probable que M. Jules Moch, tout théoricien qu'il est et comme tel intrinsègant dans les paroles, n'osera quand même pas aller au bout de sa pensée en reprenant le petit travail donné par ce journal.

Le chiffre de 10 % représente ce qu'on peut appeler le profit théorique du capital, le vol net dégagé des petits vols accessoires, la part qui revient au capital pour le seul honneur du nom sans que le plus léger principe d'activité vienne en légitimer l'existence.

Mais à côté de ce profit théorique, il en est un autre, réel et non moins important qui se maintient dans les assises de l'ordre capitaliste ; il ne saurait être cause d'inquiétudes particulières. Nul ne saurait en prendre ombrage.

En tant que parti marxiste, branche détachée de la vieille souche social-démocrate, le communisme joue son jeu comme le socialisme ou le radicalisme jouent le leur, selon les règles fixées par la constitution démocratique, sous le contrôle du gouvernement qui peut réprimer les écarts ou faire pencher la balance (fonds secrets, pression officielle, distributions d'emplois ou d'honneurs, etc., etc.) en faveur de ceci ou de cela.

L'enjeu est la conquête des places, des positions, ce que l'esprit public appelle l'*Assiette au beurre*. Et parfois des coalitions se forment : cartels, « blocs », ou « fronts » afin de gagner la partie tous ensemble quitte à répartir ensuite les avantages, situations et profits. Cela dure, ce que cela dure. Mais aussi longtemps que cela dure les partis associés et victorieux se servent amplement ; les appétits se gavent.

Ce qui distingue sur ce terrain le parti communiste ce n'est pas la participation apparente au jeu de la politique, c'est l'observation de la ligne, à laquelle ce parti est astreint, c'est l'application stricte des consignes, des mots d'ordre, des plans qui lui sont transmis du Moscou par le truchement de la III^e Internationale et de son Komintern, dont Staline, maître absolu d'un Etat immense est l'âme, ou si l'on préfère, le génie inspiré. Le parti dit communiste est dans sa sphère, l'organe exécutif des ordres d'un Etat qualifié prolétarien. Et dans cette fonction il peut influencer sérieusement les destinées de l'Etat bourgeois au sein duquel ou autour duquel il agit.

Cela échappe si peu aux gouvernements démocratiques qu'ils ont soin, quand ils entendent se porter dans une direction donnée, d'assurer comme on dit leurs dernières en se ménageant l'appui, ou la neutralité du parti communiste. Et pour ce faire c'est à Moscou directement qu'ils s'adressent. Il va sans dire que si Moscou veut obtenir quelque chose des gouvernements bourgeois, il fait appuyer sa diplomatie par le « grand parti des masses ». Le service est réciproque. Veut-on à cela quelques preuves ? En voici :

a) Il y a quelques années l'U.R.S.S. ayant besoin d'argent et pressée de conclure des accords commerciaux avec la France capitaliste — les autres puissances s'étant récusées — mit en branle ses diplomates.

Feu Dogalevsky, successeur de Rakowski (chassé pour crime de prosélytisme) habitait alors le palais de la rue de Grenelle. Herriot était acquis au « rapprochement » et avait publié une série d'articles démontrant que Brest-Litovsk n'incombait pas à Trotski ni aux bolcheviks, mais bien à l'incurie des ambassadeurs de France. Bref l'atmosphère était créée et M. Henry Torrès avait établi un rapport élogieux pour l'U.R.S.S. et très favorable aux accords commerciaux, prélude d'accords plus vastes. Certes les clans capitalistes n'étaient pas opposés à des accords qui se traduisaient pour eux en de fructueuses affaires. Mais du point de vue gouvernement français, un sérieux obstacle se présentait : les colonies, et particulièrement l'Indochine, étaient un véritable obstacle à l'union sacrée.

Cependant, l'union sacrée nous menace dangereusement, car, malgré les insultes, les calomnies provenant de part et d'autre, les inépties fascistes sur les communistes qui plus tard seront rejettées sur les anarchistes, les vérités communistes sur les

A PROPOS DE L'INCENDIE EXTRÊME-ORIENTAL

Il faut défendre en Extrême-Orient les valeurs de liberté et de paix qui sont avant tout des valeurs européennes.

(Paris-Midi du 25 août).

...et qui sont bien cotées en Bourse !

PÉRIL JAUNE

Un Congrès de la Paix vient de s'ouvrir à la Sorbonne. Il groupe des personnalités politiques appartenant à divers grands Etats européens et s'occupe, comme on le pense, d'organiser la paix. Une partie artistique est prévue, avec la participation d'acteurs de la Comédie et de l'Opéra. On comprend que des dissensions sur la paix aient besoin, pour se faire accepter, des flonflons de la musique. Nous sommes, en effet, en plein spectacle. Il n'y manque même pas l'accompagnement de contrebas des canons chinois et espagnols.

Pour nous en tenir à la Chine, il est certain que le Congrès de la Paix n'y sera pas d'une grande efficacité. Incontestablement, le conflit sino-japonais s'aggrave, en dépit des recommandations plus ou moins désintéressées des grandes puissances. Nous avons essayé,

la semaine dernière, d'en montrer l'enjeu. Il ne s'agit de rien de moins que d'organiser la Chine. Cette organisation, qu'il arrive, se fera contre l'Europe. La victoire du Japon, comme celle des nationalistes chinois, ne peut avoir pour effet que de rendre plus précaires les établissements européens en Extrême-Orient. C'est pourquoi l'Angleterre et la France, pour ne parler que des principales intéressées, considèrent avec un grand intérêt le développement des hostilités, sans avoir trouvé jusqu'à présent une formule convenable d'intervention.

L'opinion publique, elle aussi, reste en suspens. Sans doute, les journaux dits prolétariens essaient-ils de la galvaniser, au nom d'un idéal politique qu'ils prétendent aux belligerants. Le Japon serait fasciste et la Chine (celle de Chang-Kai-Shek) le bourreau des ouvriers de Canton !) démocratique. Mais, visiblement, ça ne prend pas. La manœuvre est trop claire. Il s'agit de favoriser une fois de plus les manœuvres de l'impérialisme russe en Extrême-Orient, en déterminant un courant d'indignation contre les atrocités japonaises.

En fait d'atrocités, les bourreaux du Kremlin n'ont rien à apprendre. Il appartient à la classe ouvrière de ce pays de le signifier durement aux sergents recruteurs du Parti communiste. Les travailleurs français n'ont aucunement l'intention de se battre pour renforcer les positions russes en Extrême-Orient. C'est déjà beaucoup trop que le pacte franco-soviétique soit susceptible de les entraîner dans une confédération européenne et qu'ils se trouvent aussi les garants des frontières occidentales de la Russie. Ce qu'ils veulent, c'est la paix impérialiste, parce que c'est seulement dans la paix qu'ils peuvent espérer mener leur propre combat de classe contre le capitalisme.

L'ex-empereur Guillaume II, plusieurs années avant la guerre, avait tenté d'ameuter l'Europe contre le Pérou jaune. Assez justement, d'ailleurs, il prévoyait les développements de la croissance du Japon et de la Chine et voyait comment ces développements finiraient par compromettre la sécurité de l'Europe. Nous assistons présentement à une phase nouvelle du règlement de cette question

TRAVAIL COMMUNISTE

Il faut distinguer dans le jeu du parti dit communiste ce qui appartient à la tradition marxiste et ce qui obéit aux directives d'un Etat totalitaire.

En tant que parti marxiste, branche détachée de la vieille souche social-démocrate, le communisme joue son jeu comme le socialisme ou le radicalisme jouent le leur, selon les règles fixées par la constitution démocratique, sous le contrôle du gouvernement qui peut réprimer les écarts ou faire pencher la balance (fonds secrets, pression officielle, distributions d'emplois ou d'honneurs, etc., etc.) en faveur de ceci ou de cela.

L'enjeu est la conquête des places, des positions, ce que l'esprit public appelle l'*Assiette au beurre*. Et parfois des coalitions se forment : cartels, « blocs », ou « fronts » afin de gagner la partie tous ensemble quitte à répartir ensuite les avantages, situations et profits. Cela dure, ce que cela dure. Mais aussi longtemps que cela dure les partis associés et victorieux se servent amplement ; les appétits se gavent.

Ce qui distingue sur ce terrain le parti communiste ce n'est pas la participation apparente au jeu de la politique, c'est l'observation de la ligne, à laquelle ce parti est astreint, c'est l'application stricte des consignes, des mots d'ordre, des plans qui lui sont transmis du Moscou par le truchement de la III^e Internationale et de son Komintern, dont Staline, maître absolu d'un Etat immense est l'âme, ou si l'on préfère, le génie inspiré. Le parti dit communiste est dans sa sphère, l'organe exécutif des ordres d'un Etat qualifié prolétarien. Et dans cette fonction il peut influencer sérieusement les destinées de l'Etat bourgeois au sein duquel ou autour duquel il agit.

Cela échappe si peu aux gouvernements démocratiques qu'ils ont soin, quand ils entendent se porter dans une direction donnée, d'assurer comme on dit leurs dernières en se ménageant l'appui, ou la neutralité du parti communiste. Et pour ce faire c'est à Moscou directement qu'ils s'adressent. Il va sans dire que si Moscou veut obtenir quelque chose des gouvernements bourgeois, il fait appuyer sa diplomatie par le « grand parti des masses ». Le service est réciproque. Veut-on à cela quelques preuves ? En voici :

a) Il y a quelques années l'U.R.S.S. ayant besoin d'argent et pressée de conclure des accords commerciaux avec la France capitaliste — les autres puissances s'étant récusées — mit en branle ses diplomates.

Feu Dogalevsky, successeur de Rakowski (chassé pour crime de prosélytisme) habitait alors le palais de la rue de Grenelle. Herriot était acquis au « rapprochement » et avait publié une série d'articles démontrant que Brest-Litovsk n'incombait pas à Trotski ni aux bolcheviks, mais bien à l'incurie des ambassadeurs de France. Bref l'atmosphère était créée et M. Henry Torrès avait établi un rapport élogieux pour l'U.R.S.S. et très favorable aux accords commerciaux, prélude d'accords plus vastes. Certes les clans capitalistes n'étaient pas opposés à des accords qui se traduisaient pour eux en de fructueuses affaires. Mais du point de vue gouvernement français, un sérieux obstacle se présentait : les colonies, et particulièrement l'Indochine, étaient un véritable obstacle à l'union sacrée.

Cependant, l'union sacrée nous menace dangereusement, car, malgré les insultes, les calomnies provenant de part et d'autre, les inépties fascistes sur les communistes qui plus tard seront rejettées sur les anarchistes, les vérités communistes sur les

Voir en 3^e page :

La nouvelle structure de la F. A. I.

VERS LE FRONT FRANÇAIS

La réconciliation française tant prêchée par les différents partis politiques, qu'ils soient nationalistes ou communistes en passant par les radicaux, n'est pas uniquement un « bobard » électoral, c'est le souhait formulé par ces différentes opinions qui s'affrontent.

C'est justement la sincérité des espoirs communistes qui nous oblige à prendre position contre eux. A maintes fois déjà, nous avons dénoncé la démagogie d'une telle politique : cessation de la « lutte des classes », réalisation de l'« union sacrée ».

Si, cependant, cette réconciliation ne s'accorde pas, c'est que chacun des partis se réclamant d'elle tient à en acquérir les avantages : les nationaux, au bénéfice du capitalisme français dont ils sont les représentants ; les communistes, pour la défense de l'impérialisme russe dont ils sont les valets.

Cependant, l'union sacrée nous menace dangereusement, car, malgré les insultes, les calomnies provenant de part et d'autre, les inépties fascistes sur les communistes qui plus tard seront rejettées sur les anarchistes, les vérités communistes sur les

ROLE DE L'ÉGLISE

liaisons fascistes et capitalistes, un terrain d'intervention pourra être trouvé grâce surtout à l'intervention des curés.

C'est justement le rôle exact joué par l'Eglise dans la réalisation de l'union nationale que nous voulons étudier ici. Ces catholiques qui semblent être tirés d'un côté et de l'autre, qui semblent bien honnêtes à ces ennemis farouches que sont aujourd'hui les gens de droite et de gauche, sont en réalité les plus dangereux parce qu'ils tiennent tous les partis politiques sous leur tutelle directe ou indirecte.

En effet, si avant la guerre les radicaux étaient les ennemis-nés de la religion, ils ont depuis lors abandonné cette lutte, qui leur avait servi de tremplin électoral. Si les socialistes semblent encore aujourd'hui des anticléricals acharnés, si les militants le sont encore et ils le prouvent lorsqu'ils se refusent de participer aux masques organisés par le « parti frère », en faveur des curés, la direction de ce parti n'est pas insensible à l'influence des jésuites, les dominicains et autres religieux d'obédience différente.

(Voir la suite en 4^e page).

NOTRE FÊTE

LE TIRAGE DE LA TOMBOLA

Prendre note de ce qui suit

Se rappeler d'abord que la tête organisée à l'occasion du tirage de la tombola a lieu le vendredi 17 septembre à 20 h. 30, grande salle de la Mutualité et prendre déjà toutes dispositions pour y assister.

Le 17 septembre, 180 dons — pour la plupart de très belles toiles — seront attribués à d'

d'Extrême-Orient, qui pourrait bien être l'événement essentiel du XX^e siècle. Ce que le capitalisme risque d'y perdre ne nous intéresse pas. Nous ne pouvons que souhaiter, au contraire, que la libération des peuples qui sont écrasés sous le talon de fer du colonialisme anglais, français ou russe. Par contre, nous ne pouvons pas rester indifférents devant les répercussions internationales d'un conflit qui, de toutes façons, engage d'énormes intérêts et ne se terminera pas sans une intervention des puissances.

Voilà pourquoi la vigilance s'impose plus que jamais.

LASHORTES.

SAVEZ-VOUS QUE ...

VOIT un mois, Winston Churchill, signale aux communes les dangers qui faisaient courir à la possession anglaise de Gibraltar les positions militaires prises par les Allemands dans la région d'Algérie.

« Le mouillage de Gibraltar peut à tout instant devenir inutilisable pour la flotte britannique », écrit-il dans Paris-soir. Et il ajoute : « La fortification par l'Italie du rocher dénudé de Paulette, entre Malte et l'extrême promontoire africain est dirigée contre la Grande-Bretagne, et contre la Grèce-Bretagne seulement ».

ANTICIPANT sur les grandes manœuvres italiennes, le député conservateur fait part au gouvernement italien du désir anglais de faire renaitre entre les deux pays la vieille amitié (pour une disposition amiable des forces militaires en Méditerranée et des richesses matérielles qu'elles surveillent). Mais, termine-t-il, cette unité ne peut pas être réalisée sur la base d'un essai de transformation de la Méditerranée en lac italien.

Premières passes entre une nation qui touche au sommet de sa puissance militaire (Italie) et une Angleterre qui attend pour élire la voix d'aujourd'hui atteint la première étape de son réarmement forcen-

Gibraltar, Malte, et le Mer Rouge sont des bases militaires indispensables à l'expansionnisme anglais.

Et les canons de l'Empire seront bientôt là pour rappeler à l'ordre ceux sur qui les promesses, les conseils et les menaces n'agissent plus.

Le patronat mène une campagne effrénée contre une soi-disant sous-production. Il trouve trop souvent écho dans les syndicats ouvriers. Mais les chiffres fournis par les patrons eux-mêmes se chargent de dégonfler ces vies de banale réaction antionavire.

Les statistiques du Comité des foyers nous apprennent que 685.000 tonnes de fonte ont été produites en juin 1937 contre 470.000 tonnes en juin 1936. En augmentation de 215.000 tonnes, près de 50 %.

Pendant le premier semestre 1937 la production atteint 3.810.000 tonnes et 3.557.000 tonnes pour la période correspondante de 1936. Soit une augmentation de 719.000 tonnes et 575.000 tonnes, c'est-à-dire 23 % et 17 %.

Va-t-on cesser auprès des ouvriers ce chantage à la production qui n'a même pas l'excuse de la vérité ?

Dès 1934, l'U.R.S.S. occupait la deuxième place des producteurs d'or dans le monde. Elle distançait les Etats-Unis et le Canada avec une exploitation de fortune.

Depuis les ingénieurs russes se sont efforcés d'améliorer cette production par l'industrie tout en diminuant des prix de revient trop élevés.

Pour cela on utilise à l'extraction les condamnes politiques et de droit commun (plus de 600.000 d'or en 1938).

D'autre part, les installations électriques, les moyens de transport sont améliorés. Excavateurs et dragues produits en plus grande quantité par l'industrie russe ont accru le rendement. La nature alluvionnaire des nouveaux gisements d'or permet enfin une exploitation plus facile sans frais énormes d'installation.

La production est passée de 1.800.000 onces en 1932 à 7.000.000 en 1936. Le gouvernement l'utilise principalement à reconstruire son stock de guerre et à ses larges besoins de propagande extérieure.

L'or de Moscou n'est plus seulement une image. On grossit en U.R.S.S. cette masse d'or utilisable à toutes fins. L'intérêt du gouvernement russe de conserver à l'or toute sa puissance n'est pas pour rien dans la propagande effrénée de notre P. C. contre la dévaluation, dans une France peu à peu détachée du bloc-or.

Les chiffres fournis par la S.D.N. nous apprennent que le Japon est la deuxième puissance asiatique du monde surpassant l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Italie et de très loin les Etats-Unis.

Ses forces navales, du quart inférieur, en tonnage, à l'Angleterre et aux Etats-Unis dépassent la France et l'Italie, laissant loin derrière l'Allemagne et l'U.R.S.S.

Excellent raisons pour réclamer au monde sa part de butin.

Si l'on ajoute à cela un territoire stérile, instable et surpeuplé, en plein épanouissement industriel, sacrifié dans le partage mondial des richesses, dominé par une clique militaire instruite, avide et sans scrupules, on peut pronostiquer un long chapitre de guerres sournoises ou déclarées en Extrême-Orient.

La présente expédition japonaise est le deuxième acte d'un plan général dont on avait sous-estimé l'ampleur et la préparation soignée.

Une économie de misère, comme celle du Japon, dans un monde égoïste et pourri peut être qu'une économie de guerre. Pour ce pays, manifester par les armes son droit à l'expansion est une nécessité vitale. On n'imposera ni à la diplomatie ni par la force un état de choses contraire à la raison des nations.

Réparer le monde est une nécessité quotidienne.

Sous la botte

En d'autres temps, la plupart de ceux qui aujourd'hui font la pluie et le beau temps au Front populaire (plus souvent la pluie), ont dénoncé devant des électeurs éventuels le danger des armements, l'action néfaste des Etats-Majors et la vanité des patries. Champions d'idées nouvelles, humanitaires et internationnalistes, ils portaient alors dans les quartiers populaires l'espérance d'un monde meilleur, affirmant leur aptitude personnelle à la construire. Et parce que la confiance des foules n'a d'égal que leur naïveté, et parce que l'appareil digestif est chez certains individus si bizarrement constitué qu'il détermine un assouplissement de la conscience et une disposition particulière à la trahison, les mêmes beaux parleurs sont aujourd'hui mandatés par les mêmes foulées pour réaliser la société nouvelle, et tous sont exactement l'opposé de ce qu'ils avaient promis.

Cette histoire, dira-t-on, n'est pas très neuve et frise assez sensiblement la banalité. Hélas ! Constatons et déplorons que, malgré ce qui soit connu de tous et que chacun en ait été victime, elle se renouvelle chaque fois avec le même succès.

Cela dit, et sans vouloir épiloguer plus longuement sur des lapalissades, il est bon de signaler toutefois que les élus du Front populaire ont dans ce domaine pulvérisé bien des records. Peut-être ont-ils abusé des serments « solennels et inviolables » clamés au pied des statues ? Toujours est-il que depuis leur arrivée au pouvoir, les trois fameux points du fameux serment sont de plus en plus en mauvaise posture.

En vertu du vieux principe qui recommande de parer aux malheurs le plus immédiats, nous examinerons la situation dans laquelle se trouve la Paix depuis que sa réalisation incombe au Front populaire, nous réservant de parler une autre fois du Pain, si toutefois M. Bonnet nous en laisse quelques miettes, et de la Liberté ou de ce que les forces conjuguées du patronat, des gardes mobiles et des politiciens en aurorent fait.

D'ores et déjà, on peut sans risque d'erreur poser cette affirmation : la guerre, impossible si les habitants d'un même pays refusent pour la faire de s'unir et d'abandonner la lutte des classes est devenue possible grâce au Front populaire, qui s'est employé avec profit à anéantir la notion de la lutte des classes au bénéfice de l'idée de patrie.

Depuis ce fameux serment du 14 juillet et ces élections triomphales faites dans un but de transformation sociale, les politiciens du Front populaire ont endormi l'esprit révolutionnaire des masses et y ont substitué un certain sens « national » ; c'est ainsi que le fasciste est moins vilipendé comme partisan d'un régime criminel que comme complice d'Hitler ; le colonel de la Rocque ne fut jamais attaqué parce que militaire et par conséquent « gueule de vache », mais parce que descendant d'émigrés de Coblenz, et partant de mauvais Français. Partout l'idée dominante dans les campagnes contre les droites a été de les dénoncer comme desservant les intérêts de la patrie et par conséquent de poser les membres du Front Populaire comme les seuls, les vrais, les uniques patriotes.

Parallèlement, le concept de la défense nationale était intensément développé. On sait le succès qu'a connu la revue du 14 juillet ; on a vu les ministres du Front populaire proposer la militarisation des jeunes et faire défiler les gosses des écoles en rang par quatre devant le « Poilu inconnu » ; et chaque contribuable paie l'augmentation des crédits de guerre.

Enfin, voici le bouquet, le couronnement de ce patriotisme édifice : les grandes manœuvres avec participation de la population civile.

Jadis, les habitants des villages traversés par les soldats étaient mis à contribution par l'autorité militaire pour pourvoir à l'hébergement de la troupe.

Encourante servitude d'un autre âge, et que beaucoup de travailleurs paisibles n'accomplissaient qu'à leur corps défendant. Selon que la maison était plus ou moins grande et d'apparence vétuste ou cossue, l'habitant devait loger des militaires sans grade des sous-officiers et pochards ou de officiers prétentieux, sans-gêne et impolis. L'hôtesse en était quitté, après le départ de ces indésirables, pour nettoyer les traces souvent reluisantes de leur passage, et vérifier le compte de ses objets de valeur, de ses valailles et de son vin bouché.

Une telle mainmise de la soldatesque sur la population ne suffisait pas encore. Il a fallu qu'un gouvernement de Front populaire

élue pour la Paix arrive au pouvoir pour que les civils se voient obligés de participer effectivement à la petite guerre. Dans dix-huit villages français les paysans vont abandonner leurs occupations pour se tenir dans leurs caves, aider les soldats, camoufler leurs maisons. On coupera des arbres, on détrira des végétations, on accumulera sur les toits des feuillages, on maquillera la place du village, on déguisera le clocher. Pendant ce temps, les troupes de rang infime dévoreront des kilomètres, de la poussière et de la nourriture répugnante. Cependant, généraux et haute gradaille discuteront plans en mains, automobiles à l'attente et bon repas en préparation. Et ainsi se consacre définitivement la toute-puissance de l'Etat-major. Le militarisme triomphé et dicte insolente ses lois au pays qui se réclame de Voltaire et de Di-derot.

Qui en pensent les électeurs du Front populaire ? Semblables aux enfants qui, mis en possession d'une boutique de confiseur se contentent d'une pastille de menthe, les « votants » de 1936 s'estiment comblés avec leurs quinze jours de congé. Oubliant que c'est leur action même qui les en fit bénéficier, ils remercieront les gouvernements ni plus ni moins que si ceux-ci avaient été les artisans de cette conquête. Quinze jours de vacances ! Quelle aubaine ! Qui importe désormais les deux ans de service, la guerre à nos portes, le fascisme militaire dictant ses ordres au peuple ? Qui importe les politiciens parjures et leur programme enterré, le capitalisme relevant la tête, et préparant ouvertement la prochaine, le patronat arrogant et le filic macaque ? L'os à ronger des congés payés fait oublier tout cela.

Cependant on traque les militants suspects d'antimilitarisme, on poursuit les journaux pacifistes, on étouffe toute voix discordante dans le concert d'union sacrée. Le sinistre Daldier promène sa face de voyou à bord des yachts de gros industriels et ne craint pas ensuite de se faire photographier, en parfait démagogue, dans les colives populaires. Type du politicien crapuleux, représentant de la bourgeoisie française cupide et d'une chose vulgaire, c'est lui le responsable de l'entreprise actuelle du militarisme, lui qui donne les poursuites contre la presse pacifiste, lui qui refuse qu'on libère les victimes de l'Etat-major. Il est le plus dangereux ennemi du peuple. Le peuple qui voit chaque jour de quoi sont capables les soldatesques et ceux qui la soutiennent comprendra-t-il avant qu'il ne soit trop tard qu'il est dupe de politiciens sans scrupules pour qui le Front populaire n'est qu'un moyen de réaliser cet amalgame de la lâcheté, de la bêtise et de l'asservissement qu'on appelle « Union Sacrée ».

Maurice DOUTREAU.

Rien pour le Gouvernement Negrin !

TOUT pour le Gouvernement Negrin ! pour les travailleurs Espagnols !

D'un bulletin signé de plusieurs organisations, nous extrayons la conclusion avec laquelle nous sommes pleinement d'accord.

Le gouvernement Negrin n'a plus qu'un service à rendre au prolétariat espagnol : s'en aller. Les travailleurs espagnols nous paraissent d'avoir rien de mieux à faire, que de le lui faire efficacement comprendre.

Il n'a servi que la réaction et le stalinisme. S'il dure, l'Espagne antifasciste est perdue parce qu'elle est trahi.

Camarades, Travailleurs de toutes les organisations !

Pas un sou, pas un homme, pas un mot pour le gouvernement Negrin.

Rien pour le gouvernement Negrin ! TOUT POUR LES TRAVAILLEURS D'ESPAGNE !

En soucourageant pour l'Espagne ouvrière, en lui présentant tout votre concours, veiller à ce que vos souscriptions et vos efforts, aillent directement aux organisations en lesquelles vous pouvez avoir confiance : à la C.N.T., à la F.A.I., au P.O.U.M., à l'U.G.T.

Exigez en toutes circonstances, par tous les moyens la légalité et la liberté pour tous les groupements ouvriers d'Espagne, le châtiment des assassins de Benmeri et de Nin, la liquidation du quinquéon, la démission du gouvernement de la défait et de l'assassinat, le soutien le plus large, le plus incessant, le plus efficace, de la révolution espagnole.

« La foule joyeuse de Paris chante cette chanson en cœur, à l'adresse des fascistes et des bourgeois mortellement effrayés par la victoire du Front populaire. Nous sommes persuadés qu'elle sera aussi fredonnée chez nous. »

A part cela, on ne brouille pas le crâne au public russe !!!

LA CHANSON REVOLUTIONNAIRE

Un poète russe, jadis génial, mais devenu depuis peu boucharino-trotskyte, avait traduit en russe les paroles de la chanson : « Tout va très bien, Madame la marquise. »

Rien d'anormal à cela, direz-vous.

D'accord. Mais où le comique commence, c'est dans la présentation qui en fut faite au public moscovite. Voici ce qu'écrivait le poète à propos de ses couples :

« La foule joyeuse de Paris chante cette chanson en cœur, à l'adresse des fascistes et des bourgeois mortellement effrayés par la victoire du Front populaire. Nous sommes persuadés qu'elle sera aussi fredonnée chez nous. »

A part cela, on ne brouille pas le crâne au public russe !!!

LEGITIME REACTION

Le gouvernement de Front populaire manque du tact le plus élémentaire. Ayant hébergé des enfants réfugiés espagnols, n'a-t-il pas commis l'incorrection de les faire surveiller par des gardes mobiles.

La vue des casques coiffant les gueules de brutes a rappelé trop mauvais souvenirs aux gamins et sur une observation arrogante d'un des flics, quelques gosses lancèrent des pierres sur leurs antipathiques gardiens.

Contrairement à ce que vous pourriez penser, on n'a pas décidé de remplacer les gardes-chiourmes par des éducateurs. Les gardes mobiles sont toujours là et les enfants coupables de « rébellion » ont été transférés dans d'autres centres.

L'HERBE TENDRE

Le Merle Blanc s'étant privé au bénéfice du Canard Enchaîné de la collaboration de Chatelain-Tailhade, devait bien à ses lecteurs quelques explications sur ce transfert.

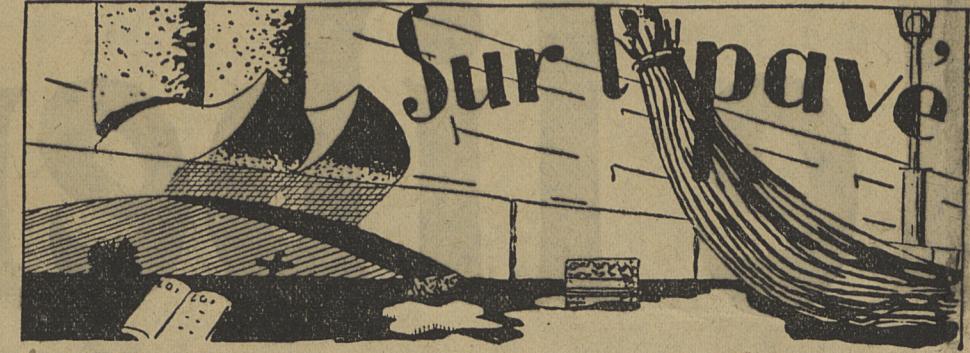
Le directeur Eugène Merle

ne s'y dérobe pas, et c'est avec la plus parfaite bonne grâce qu'il nous apprend que son poulain l'a quitté, car « il a trouvé le gazon plus doux sur l'autre rive ».

De l'herbe verte pour lapin russe, comme dirait Jeanson.

Comme tout est relatif, tout de même ! Les prolos sont agités par les questions de beefsteak, les politiciens par la possession de « frômes ». Les journalistes indépendants se sont réservé le monopole des pâturages.

Seulement attention ! L'herbe séchée, c'est du foin, il nous semble ? Et ça pose tout de suite le problème des comparaisons désobligeantes.



Sur l'avenue

INSINUATIONS

L'Euvre et l'Huma du 19 août ont bien fait ressortir à leurs lecteurs prolétariens que l'on avait trouvé lors de la perquisition effectuée chez Tzervintchicht, (l'assassin politique de la rue Denfert-Rochereau) des coupures du Libétaire. Evidemment, ça ne prouve absolument rien. Mais il eût été souhaitable que ces deux journaux le disent, au lieu de laisser le chemin libre à toutes suspicions.

LA CUREE

Casimir étant touché, et bien sûr, (après avoir touché) tous ses ex-petits copains exécutent une danse du scalp effrénée autour de sa peau intéressante. Ce n'est certes pas nous qui prendrons sa défense — nous devons même nous réjouir de la division qui règne entre nos aspirants dictateurs. Et il est assez plaisant de voir hyènes et chacals se bousculer entre eux, pour qu'il n'en reste qu'un, le vrai, le super, et cela au nom de la propriété.

Mais la grande rivalité s'exprime « journalièrement », les Darblay et autres Béghin doivent se marier.

CHARITE BIEN ORDONNEE

Dans Choc, le Camarade du Feu Sicé, donne des instructions pour le choix d'un chef. D'après lui, un chef digne de ce nom doit avoir toutes les vertus et qualités : dévouement, intelligence, vaillance morale, honnêteté, et représenter une valeur sociale supérieure.

Et il s'y connaît : c'est lui le chef des chefs, le président de l'association.

APRES LA COURSE...

Grande joie dans notre presse pro

La Politique Bolchevique en Espagne⁽¹⁾

LE FRONT ANTICOLLECTIVISTE

Leur campagne se basait sur le respect de la petite propriété dont ils devinrent tout à coup, comme tous les régimes fascistes et semi-fascistes de l'Est de l'Europe après la guerre mondiale, les défenseurs acharnés. Ils réclamaient aussi la liberté d'option entre le régime communiste et le régime individualiste. Dans leurs journaux, dans leurs meetings, dans leurs congrès, ils s'élevaient contre les collectivisations forcées, donnant l'impression que toutes l'étaient. En parlant aux petits propriétaires, la Passionaria leur disait que les collectivités leur prendraient leur blé au moment de la récolte.

Les républicains, les démocrates bourgeois étaient aussi d'accord avec cette campagne, et les bolcheviks profitait de la coïncidence pour peser sur la politique de ces partis. Et en même temps, les collectivités avaient contre elles un front unique composé de conservateurs (fascistes véritables), de démocrates républicains, de monarchistes — car il ne sont pas tous disparus — de socialistes et de communistes. Mais à l'avant-garde, parlant pour tous, agissant pour tous, faisant sciemment le jeu de tous, prenant toutes les initiatives qu'ils déguisaient de démagogie opportuniste, se trouvaient toujours les communistes.

Et ils ne se contentaient pas de pousser localement à la résistance, de s'allier dans les villages aux anciens instruments des cacciues, de se servir des sections locales de F.I.G.T., de faire se retirer les travailleurs qui leur répondent des collectivités pour s'établir individuellement au nom de théories que l'école libérale elle-même n'aurait pas soutenu si énergiquement. Ils allaient plus loin.

Dans le centre de l'Espagne, dans les provinces de Guadalajara, de Tolède, de Ciudad Real, ils ont, avec l'appui des militaires, détruit, armes au poing, tout ce qu'ils ont pu sous le prétexte que les collectivités étaient forcées ; ils ont fait la même chose dans le Levant et dans la province de Tarragone, en Catalogne. Maintenant, ils s'attaquent à l'Aragon.

Or, le prétexte des collectivités forcées est absolument faux. Dans presque tous les villages collectivisés il y a une minorité d'habitants qui ont préféré travailler la terre individuellement. On leur a laissé celle qu'ils avaient, on leur a donné quand ils n'en avaient pas. Souvent, on leur a donné des semaines et des engrangés, sûrs qu'en fin de compte ils reconnaîtraient que le travail commun est infiniment préférable. Il y a eu quelques abus, quelques erreurs. Quelle révolution n'en a pas commis ? Mais la règle générale a été d'une compréhension, d'une largeur d'esprit peut-être sans précédents dans les brusques transformations sociales.

Le machiavélisme les a poussés à légitimer les collectivités. Par une de ces volte-face qui ne se comprennent plus, ils se sont mis à dépendre avec enthousiasme ce que la veille ils combattaient férolement. C'est que les collectivités étaient trop puissantes pour les détruire tout d'un coup, c'est aussi que venait la récolte et il fallait s'emparer. Cela serait beaucoup plus possible si la légalité justifiait toutes les interventions.

Puis, selon la vieille méthode qui consiste à pénétrer dans les organismes pour s'en emparer ou pour les détruire, cette légalisation, cette reconnaissance de l'excellence des collectivités donneraient l'occasion de s'abattre sur elles comme des nuées de sauterelles et de réaliser par le sabotage, le scandale, la calomnie, les luttes intestines, l'œuvre de dissolution que l'on poursuit.

Les « brigades de choc » qui en Catalogne et dans le Levant vont « aider » les paysans à faire les récoltes n'ont pas d'autre but que celui d'une infiltration en vue d'un travail postérieur de destruction. Les journaux qui combattaient les collectivités publient maintenant des articles élogieux sur l'activité de ces « brigades de choc », des photos et des convocations. Mais d'autre part, avec l'aide

de la police, les destructions se poursuivent. Le cynisme est l'état naturel des bolcheviks.

LES AUTRES MEFAITS

Dire tous leurs exploits est impossible. Ils ont fait massacrer nos forces sur les fronts du centre, en les envoyant à l'attaque, systématiquement et pendant des mois munis d'armes insuffisants alors que la colonne internationale en avait, proportionnellement et pour des opérations identiques, infinitiment plus. Del Barrio, qui commandait la colonne Karl Marx, a refusé d'envoyer les hommes qu'il avait promis, lorsque nos troupes étaient dans les premières maisons de Huesca, faisant perdre ainsi l'occasion de prendre la ville, causant la perte d'un grand nombre de vies infiniment précieuses. La montagne de Santa Quiterio, située dans le secteur de la colonne Karl Marx, dut être prise par nos forces, envoyées comme renforts, qui firent au dernier moment tous les frais de l'action tandis que les marxistes restaien dans les tranchées. L'aviation rouge laissa ensuite bombardier les nôtres par l'aviation fasciste, et la position fut perdue, comme tant d'autres, avec les meilleures forces de notre colonne internationale.

Ce sont les bolcheviks, certainement inspirés par Staline, qui ont imposé le ministère Negrín-Prieto, et l'on sait que ces deux personnalités étaient toujours opposées aux achats d'armes souvent retenues et qu'il fallait décommander quand on manquait partout. C'est à Prieto, qui a paralysé la marine de guerre espagnole, qui a été incapable de se servir de nos onze sous-marins, qu'ils ont confié tous les ministères de la guerre.

CRIME ET STUPIDITE

Où vont-ils, que veulent-ils ? Ce n'est certainement pas la révolution. Mais veulent-ils seulement la victoire sur le fascisme ? Il est permis d'en douter, malgré les armements importés de Russie. Car l'affondrement d'un front qu'on n'arme pas par haine de parti peut faire tout s'écrouler. Et ils n'ont pas maintenant comme prétexte l'absence de commandement unique. Il y en a un responsable de l'échec de l'offensive sur Huesca, malgré l'abondance des armements. Ce qu'ils réclament dans l'ordre politique est réalisé : tout le pouvoir est aux mains du Gouvernement, ce qui n'a pas empêché la perte de la Biscaye, et une avance importante des fascistes dans la région de Teruel.

Mais ce qu'ils ont obtenu ne leur suffit pas. Ils veulent davantage. Ils veulent surtout notre extermination, la disparition complète de notre mouvement et des conquêtes révolutionnaires du peuple. Supposons qu'ils les obtiennent. Cela pourra-t-il aider à vaincre le fascisme ? Non. Cela ne pourra que priver de ses meilleures forces la résistance contre Franco.

Ils jouent donc avec les possibilités de victoire, comme ils ont joué hier en empêchant de prendre Huesca, comme ils jouent en sabotant le front d'Aragon, ce qui retombe sur tous les fronts et peut produire des conséquences très terribles que celles que nous avons connues.

Que poursuivent-ils donc ? Le savent-ils eux-mêmes ? En ce qui concerne la guerre, on peut tout supposer. Quant à la révolution, leur but est clair : ils veulent l'étrangler, même si cela il faut perdre la guerre. Ils préfèrent le triomphe du fascisme à celui des masses révolutionnaires. Sans avoir signé de pacte, ils sont tacitement d'accord avec Franco, en ce qui concerne le front d'Aragon, le levier d'armes et de munitions pour que l'armée fasciste extermine ses défenseurs.

Alors, après, déguisés en républicains, en démocrates, en anti-révolutionnaires, en partisans de l'ordre et de la propriété, les communistes staliniens ou leurs émissaires traiteront et se mettront d'accord, avec les représentants du fascisme puisqu'on aura éliminé leurs vues ?

Demain encore, sans doute, ils devront

faire des compromis, des alliances, avec des organisations politiques et syndicales. De quel droit leur reprocherons-nous, nous qui n'avons guère que des conseils à leur offrir ?

Invinciblement ces vers du fabulist me reviennent en mémoire quand j'entends, de-ci-de-là, s'élever contre nos frères d'Espagne, en proie à la plus tragique des situations, remontrances et critiques.

Il semble que, comme le pédant de la fable plus préoccupé de morigéner l'enfant qui se noie que de lui tendre une main secourable, un certain nombre de camarades, d'ailleurs tous bien intentionnés, aient vu surtout dans la guerre révolutionnaire d'Espagne matière à exercer leur esprit critique et à dénombrer les erreurs, les fautes des anarchistes espagnols.

Pendant ce temps, toujours comme dans la fable, « l'élève s'enfonce »...

De quel droit allons-nous lui reprocher de se raccrocher à de frêles branches, à des rameaux incertains, nous qui de la rive ne nous sommes pas non plus qu'à aucun moment nos camarades n'ont prétendu faire œuvre de la solidarité qu'il implorait ?

C'est cependant ce qui s'est produit. Aujourd'hui on incrimine leurs violations de la doctrine — telle la participation ministérielle — sans vouloir tenir compte qu'à tort ou à raison ils y voyaient une aide possible pour se tirer mieux d'affaire. On ne voit pas non plus qu'à aucun moment nos camarades n'ont prétendu faire œuvre strictement anarchiste. Ils ont toujours au contraire déclaré qu'ils mettaient de côté provisoirement leurs principes pour faire bloc dans la lutte antifasciste. Aussi ayant dressé le bilan de leurs fautes et de leurs erreurs, on devrait toujours avoir présent à la mémoire l'écrasant dilemme dans lequel ils se sont trouvés dès le 19 juillet : ou lutter seuls, non seulement contre Franco, mais encore contre les républicains, les socialistes, les communistes, ou composer avec ces secteurs politiques qui s'affirmaient antifascistes.

Ils ont accepté le second terme du dilemme, car c'était pour eux une question de vie ou de mort. De ce premier jour, les compromis à eux s'imposaient avec d'autant plus de force qu'ils étaient quasi isolés dans le monde.

Ah ! certes, la participation ministérielle n'a pas donné les résultats escomptés. Mais encore un coup, est-ce leur faute ?

Quelle force internationale fut capable de s'opposer à la pression formidable du stalinisme sur la guerre d'Espagne ? Sur quoi pouvaient-ils s'appuyer pour imposer leurs vues ?

Demain encore, sans doute, ils devront

LA F. A. I. ET SA "NORMALISATION"

Dans l'avant dernier numéro du « Libertaire », Rhillon passe en revue la nouvelle structure de la F. A. I. décidée en son dernier plenum de Valence. Au seuil de son analyse, il nous avertit que cette normalisation « a été saluée avec sympathie par la fraction du parti socialiste espagnol dénuée pure des atteintes du virus moscovite ». Soit, mais cet acte de légalisation qui aurait eu là-bas, paraît-il, un grand retentissement, a-t-il été salué avec la même sympathie par tous les ouvriers et paysans libertaires, et est-il susceptible de mieux servir la cause prolétarienne ? Nous le saurons sous peu sans doute.

Poursuivant, notre camarade nous avertit qu'il faut se placer pour comprendre l'évolution de la F. A. I. « dans des conditions telles que l'on puisse peser et juger objectivement ». Il est un fait, que l'honnêteté la plus élémentaire veut que l'en dépouille tout sectarisme et tout parti pris pour exercer un droit de critique indispensable à servir la cause de la révolution espagnole partant, de la révolution tout court.

La recherche de la vérité nous oblige à nous demander aussi si nos camarades espagnols n'ont pas péché par trop grande modeste ou sous-estimation de leur force, en craignant de « s'imposer » dès le début, d'exercer de ce fait une « dictature politique privée de tous moyens d'action ? ». Quoi qu'il en soit, ce sont eux qui subissent aujourd'hui la dictature stalinienne et sont entravés terriblement dans leurs moyens d'action !

Que les circonstances aient obligé la C.N. T. et la F.A.I. à faire des concessions qu'ils ont pu considérer comme stratégiques, j'en suis, pour ma part, convaincu, mais qu'elles se soient laissé tenter, dupes par l'offre du pouvoir et l'ayant accepté, voilà ce que nous ne pouvons concevoir et que nous devons critiquer fermement. Notre devoir est de le faire dès à présent et ne pas laisser le soin, après à l'histoire d'enregistrer purement et simplement. Soucieux d'aider, par tous les moyens propres, la C. N. T. et la F. A. I., je n'ai nullement l'intention de faire œuvre démagogique, incontestablement plus nuisible qu'utile. Par contre, nos camarades espagnols croient-ils qu'ils peuvent sous-estimer ou dédaigner épurement les conseils, les avis, ou les critiques leur venant de leurs amis du mouvement anarchiste mondial ? Peuvent-ils se croire à ce point libres de mener leur lutte de telle sorte que les « oppositions doctrinales et philosophiques » puissent être négligées, voire sacrifiées aux « réalités tragiques » sans engager gravement l'avenir de tout notre mouvement ? J'accepte comme Rhillon que ce que nous formulons présentement ne soit que des avis. Mais au moins que les dirigeants C. N. T. - F. A. I. acceptent aussi de les prendre quelque peu en considération. Nous savons, bien sûr, qu'ils légitiment leur participation par des arguments qui leur paraissent solides et positifs, cependant qu'ils le semblent moins à nombre de militants. Ce qui est à craindre, c'est qu'après les journées de mai à Barcelone, après la répression féroce des staliniens qui suivit la « capitulation de commande », une désespérance s'empare aussi bien des ouvriers paysans révolutionnaires espagnols, que des ouvriers libertaires de France et d'ailleurs.

Il est évident qu'il ne sert à rien de déesperer. Il tombe sous le sens que tous les efforts des anarchistes doivent tendre à épauler sérieusement la C. N. T. et la F. A. I. et d'aider les événements à prouver la malaisance du stalinisme. Cette volonté en nous, rien ne pourra nous empêcher de songer que jusqu'à aujourd'hui le puissant dynamisme de la F. A. I. était d'incontestablement à la particularité, à la mobilité et au courage de ses groupes d'affinités si peu soucieux de la légalité. Or, cette nouvelle structure, cette normalisation de la F. A. I. ne permet pas encore malgré tout, de prévoir des conséquences heureuses pour le mouvement anarchiste espagnol. Puissions-nous nous tromper et puissent nos camarades ne pas avoir à regretter d'avoir, pour les besoins de la cause, substitué à l'héroïque F. A. I. un parti anarchiste. Pour eux, comme pour la révolution, souhaitons-le, sans parvenir à être trop optimiste.

R. MARTIN.

Association des Anciens Miliciens Libertoires — Prochaine réunion le samedi 23 août à 20 h. 30, salle des Deux Hémisphères (angle de la rue du Château-d'Eau et de la rue du Faubourg Saint-Martin).

— Pour tout ce qui concerne l'Association, écrire à Aubrion, au « Libertaire ».

Gardons pour demain nos harangues !

Eh ! mon ami, tire-moi de danger, Tu feras après ta harangue.

LA FONTAINE (L'enfant et le Maître d'Ecole)

faire des compromis, des alliances, avec des organisations politiques et syndicales. De quel droit leur reprocherons-nous, nous qui n'avons guère que des conseils à leur offrir ?

Invinciblement ces vers du fabulist me reviennent en mémoire quand j'entends, de-ci-de-là, s'élever contre nos frères d'Espagne, en proie à la plus tragique des situations, remontrances et critiques.

Il semble que, comme le pédant de la fable plus préoccupé de morigéner l'enfant qui se noie que de lui tendre une main secourable, un certain nombre de camarades, d'ailleurs tous bien intentionnés, aient vu surtout dans la guerre révolutionnaire d'Espagne matière à exercer leur esprit critique et à dénombrer les erreurs, les fautes des anarchistes espagnols.

Pendant ce temps, toujours comme dans la fable, « l'élève s'enfonce »...

De quel droit allons-nous lui reprocher de se raccrocher à de frêles branches, à des rameaux incertains, nous qui de la rive ne nous sommes pas non plus qu'à aucun moment nos camarades n'ont prétendu faire œuvre de la solidarité qu'il implorait ?

Rhillon a fort bien répondu à l'objection et je n'y reviendrai pas. Je me contenterai de faire remarquer qu'une organisation qui compte ses adhérents par dizaines de milliers et qui voit venir à elle un afflux massif de forces nouvelles ne peut avoir la même structure qu'une organisation occulte comme la F. A. I. d'avant le 19 juillet et qui, par la force des choses, ne comptait qu'un nombre restreint de membres (1).

Soyons sûrs que si les circonstances l'y obligent, la F. A. I. saura retrouver sa mobilité et son dynamisme d'autan. Personnellement je ne soupire pas après cette époque où les militants de la F. A. I. recevaient tout de même plus de coups qu'ils n'en pouvaient donner, car ce n'était pas par plaisir qu'ils vivaient dans l'illegibilité. Certes, cela était évidemment plus « spectaculaire », surtout vu de l'extérieur.

La vie des collectivités, comme celle des individus, n'étant faite le plus souvent que de déboires et de désillusions, c'est un rôle commode que celui de prophète de malheur. A présager les catastrophes, on ne risque pas de démontrer sa perspicacité.

Je pense que c'est un rôle plus ingrat, mais plus digne aussi, de faire bloc autour de ceux que menacent lesdites catastrophes... et de garder pour demain nos harangues.

L. ANDER.

(1) Au plenum de Janvier 1936, la F. A. I., 500 groupes constitués (tous clandestins) étaient représentés.

moment les inspirations qu'ils donnent pour chaque cas concret.

Tout affilié de la F. A. I. désigné pour occuper une charge publique, quel que soit le caractère de celle-ci pourra être déposé ou cesser d'exercer sa charge dès que les organes adéquats de l'organisation en décideront ainsi ; les comités sont également obligés de renseigner sur ce cas.

L'autorité maximum de la F. A. I. résidera dans les assemblées générales quand il s'agit de groupements locaux et Plenum et Congrès, quand il s'agit de fédérations de contrées, provinces, régions et péninsulaires.

Dans l'intervalle des Congrès le Comité Péninsulaire aura faculté d'orienter la marche générale de l'organisation répondant de ses actes devant les Plenums.

Les comités de contrée, province, région et péninsulaire seront nommés dans les congrès convoqués à cet effet. Ils comprendront secrétaires, trésorier et comptable directement désignés et le reste des formes et nombres qu'ils jugeront nécessaires.

Les groupements de quartiers et de districts dépendront administrativement de la Fédération locale.

ORGANISMES AUXILIAIRES

Dans un but d'expansion et de propagande, l'on créera des groupes dans des centres de production et dans tous les autres lieux que l'on considère opportuns. Tous ces groupes seront en étroit contact avec les commissions correspondantes, suivant la ligne générale déterminée à chaque moment ; tous leurs affiliés devront appartenir à la F. A. I.

COMPLEMENT

Considérant les liens d'étroite affinité idéologique qui l'unit à la C.N.T. et à la F.I.J.L., la F. A. I. resserrer ses relations avec ces organismes maintenant les délégués communes avec ceux-ci et stimulant l'action d'ensemble de toute la grande famille anarchiste.

Valence, 7 juillet 1937.
Les Délégués Régionaux du Centre, du Levant, de Catalogne, d'Aragon, d'Andalousie.

Note. — Prendre note que les Régionales d'Extramadure, du Nord et Asturias n'assisteront pas au Plenum en raison des nécessités capitales imposées par la guerre.

Nouvelle structure organique de la F. A. I.⁽¹⁾

(Suite et fin)

PORTEE POLITIQUE DE LA POSITION REVOLUTIONNAIRE DE LA F. A. I.

Si la F. A. I. poursuit des transformations fondamentales dans l'ordre économique, dans le domaine politique, elle sent la nécessité d'affirmer le fédéralisme qui se confond avec l'histoire et la configuration géographique ibériques.

TRAVAIL COMMUNISTE

(Suite de la 1^e page)

Ce service, car c'en était un, impliquait en retour l'abandon de certaine propagande qui représentait le Traité de Versailles comme un travail de brigands propre à mettre tôt ou tard le feu à l'Europe. Radek qui est apparu depuis sous un jour si épouvantable, alors distributeur en pied de la pensée bolcheviste, jetait feu et flamme contre ce traité de Versailles. Soudain ce traité « monument d'iniquité », fut déclaré tabou. Radek déploya la même passion à le justifier, à le glorifier qu'il en avait mis à le déprécier et à le diffamer. A Moscou et par suite à Paris, de la *Pravda à l'Humanité*, le traité de Versailles n'eut que des apologistes et quiconque le « considérait » pas comme *intangible* était flétrit comme ennemi de la paix et condamné comme partisan de la guerre. Ça encore c'est du travail communiste.

c) Nous en arrivons au chef-d'œuvre. Herriot — encore lui — ayant fait une croisette en Soviétie à l'effet de s'instruire du potentiel de l'U.R.S.S. et de se confirmer dans son idée qu'une alliance franco-russe en Europe, ferait contre-poids à des forces qui, à l'époque, n'étaient pas encore nées et qui auraient pu ne pas naître. Pierre Laval, successeur-continuateur de Barthou se vit presser de se rendre à Moscou pour y conclure ce qu'on a appelé le Pacte de l'Est, un pacte qui, en réalité n'était recevable à la S.D.N. qu'après de sévères retouches. Et ainsi qu'on pouvait s'y attendre, l'astucieux Auvergnat fit précéder son retour à Paris d'un ukase stalinien disant en substance ceci : « il importe, et je tiens à ce qu'il soit bien entendu, que la France élève ses armements à la hauteur de sa sécurité ». Ce qui signifiait que le parti communiste devait dorénavant s'appliquer à favoriser la course aux armements (et tout ce qu'il s'en suit) avec un zèle plus grand encore qu'il n'en avait dépensé jusque là pour combattre le « militarisme bourgeois ». L'injonction stalinienne fut naturellement obéie à la lettre, et très spectaculairement. La *Marseillaise* eut tous les honneurs des défilés, et le drapeau tricolore éclipsa le drapeau rouge. On alla jusqu'à revendiquer Jeanne d'Arc, il fut même question de transférer le Poilu inconnu des Champs-Elysées, à Châlonne ou à Ménilmontant !

Or la conclusion du pacte dit de l'Est devait entraîner *ipso facto* le réarmement et la remilitarisation de l'Allemagne ; sa ratification, sous Sarraut, devait amener l'occupation de la zone rhénane et transformer l'Allemagne en usine de guerre. Ces ripostes hilfériennes devaient accentuer les manœuvres d'encerclement du Reich et ceci devait amener la conjonction Rome-Berlin, d'où est jaillie la guerre d'Espagne. Et nous ne sommes pas au terme. Si Léon Blum n'avait pas eu la sagesse de confondre sa politique avec celle de l'Angleterre, s'il n'avait pas eu la sagesse — et on ne lui a pas pardonné — de renvoyer aux calendes la conclusion des accords militaires que Moscou réclame avec insistance et sans manœuvres de chantage, nous ne pions pas à une bonne petite guerre... Ça surtout c'eût été du beau travail communiste.

**

Aujourd'hui donc est dupe du communisme, en France qui veut bien l'être. Je ne crois pas qu'aucun homme intelligent puisse observer vis-à-vis de ce parti, et vis-à-vis de toutes les œuvres qui en tous les domaines attestent de la présence de Moscou, une attitude autre que celle de la défiance et de la mise en garde.

La classe ouvrière, malheureusement, ne voit pas si loin. Moscou lui apparaît dans un mirage, au centre d'une nébuleuse, à travers l'écran d'une mystique faite d'ignorance et de fanatisme. La lumière ne parvient à percer que de place en place. Rien ne se reflète du dedans au dehors. Et dès qu'une ouverture paraît devoir s'élargir d'habiles techniciens, qui ne sont pas intégrés au Parti mais en surveillent les abords, des savants, des littérateurs, des artistes, des hommes de théâtre embusqués en des postes de confiance : Amis de l'Union Soviétique, Maison de la Culture, etc., etc., intérieurement à tout instant pour calfeutrer. Et malheureux à qui se régimbe. Noyez Gide. Ah ! le travail est bien organisé. Il doit coûter terriblement cher. Mais qu'est l'argent au pays qui ramasse ce qu'à la pelle et où règne le stakanovisme !

**

Venons-en au travail du communisme en Espagne.

Deux observations s'imposent tout d'abord. La première c'est que la presse du Front populaire s'est tué au sujet des métamorphoses révolutionnaires profondes accomplies par le peuple à l'origine sous l'impulsion de la C.N.T. Il était manifeste qu'on ne tenait pas à confronter le cheminement libertaire de la révolution espagnole avec l'évolution autoritaire et dictatoriale de la révolution russe, laquelle, sous Staline, s'achève dans la houle et dans le sang. On ne tenait pas à intéresser les travailleurs de France, les 5 millions de travailleurs de la C.G.T. à une révolution qui n'est pas orthodoxe. Il ne fallait pas que la C.G.T., sous la poussée ouvrière, prît fait et cause pour la C.N.T. et la F.A.I. et affirmât sa solidarité par des actes qui eussent pu être décisifs. Or, il faut bien le dire, un fort courant se manifestait dans le prolétariat français pour marcher à fond avec l'Espagne révolutionnaire. Ce courant fut brisé ignominieusement. Il n'en est resté que les ultimes vibrations de la clameur d'ailleurs équivoque : « des canons, des munitions pour l'Espagne ! » clamor qui, tombant dans le vide, fut promptement éteinte.

La révolution espagnole fut étouffée du dehors et l'on reconnaît là la manœuvre de Moscou. Il ne fallait pas, n'est-ce pas ? qu'un pôle lumineux s'allumât de l'autre côté des Pyrénées. Un seul suffit, celui qui, du Kremlin, illumine le pauvre monde.

Or, tandis que la révolution populaire espagnole était ainsi mise en quarantaine, asphyxiée sous la conspiration du silence et que les forts témoins et les grands comédiens du Front populaire donnaient le change

LE ROLE DE L'ÉGLISE

(Suite de la 1^e page)

sur la réalité miserable de leurs intentions par des paraboles et des gesticulations, le sinistre Franco ayant conquis le Guipúzcoa sur des miliciens désarmés — et désarmés par notre Front populaire, l'histoire le démontera — pourtant organiser en France, avec la complicité de l'administration, un réseau d'espionnage et des corps francs singulièrement actifs, s'approvisionner en vivres et en matériel de guerre, etc... sans avoir à souffrir le moins du monde d'un contrôle ouvrier. On laissait faire.

Une deuxième observation s'impose. C'est lorsque les contre-révolutionnaires s'affirment dans les journées de mai, à Barcelone — elle n'a cessé depuis de progresser et de s'affirmer avec une violence accrue selon des procédés et avec des moyens d'importation stalinien — les organes de Front populaire s'en prirent d'abord aux anarchistes qu'ils accusèrent, selon la consigne moscovite, de provoquer des troubles à l'arrière, d'accord avec les trotskistes et en connivence avec le fascisme. Devant l'évidence des faits, devant l'attitude digne et fière de la C.N.T. qui en imposa même à ses pires ennemis, le mensonge ne fut pas soutenu, la calomnie ne trouva pas d'écho en ce pays. Mais, les mêmes organes de Front populaire, s'ils ne pouvaient mener campagne contre la C.N.T. et la F.A.I. se gardèrent de dévoiler l'œuvre de décomposition, de désagréation, que le stalinisme accomplissait là-bas dans un but qui n'est pas encore élucidé mais qui ne tardera plus à l'être.

**

Je ne ferai pas l'historique de la contre-révolution stalinienne en Espagne et je ne m'apprêterai pas sur ses ravages. Il importe davantage d'essayer d'apercuevoir comment la situation se résoudra.

La situation qui règne en Espagne gouvernementale est loin d'être brillante sous quelque aspect qu'il l'envisage. On peut considérer aujourd'hui la révolution comme à peu près liquidée. Staline est entièrement maître du jeu. Après l'échec de la démarcation que le señor Giral a faite à Paris, en juillet dernier, il ne restait aux gouvernements de Valence qu'à se raccrocher désespérément à Staline, plus exactement à lui passer la main pour la conduite de la guerre. C'est dans cette disposition d'esprit que le docteur Pascual, ambassadeur de Valence à Moscou, a eu une entrevue privée, faveur rare, avec Staline. Et celui-ci lui aurait posé ses conditions. Voici, quelles seraient ces conditions, d'après *Le Matin* du 17 août :

1° Le gouvernement de Valence devrait subir le contrôle d'un nouvel attaché militaire qui, aidé de nombreux officiers et techniciens soviétiques aurait un droit de regard sur toutes les opérations militaires;

2° Les commandements de Valence et de Barcelone auraient à appliquer une tactique élaborée par une commission de quinze observateurs soviétiques qui sont depuis fin juin en Espagne.

3° Pour lutter contre les anarchistes le goy enverrait au centre autonome de Guépou de nouveaux collaborateurs parmi lesquels Samuel Brodsky, Michael Kammer, et Antonio Bracasa, trois spécialistes qui se sont distingués dans les pays américains de langue espagnole : Cuba, le Nicaragua, le Chili.

Moyenant quoi Staline garantirait la victoire sur le fascisme

Le Matin ajoute que le Komintern serait remanié et réorganisé, notamment dans son dispositif financier afin de rendre son action plus souple et plus rapide.

Evidemment les informations du *Matin* sont sujettes à caution. Elles ne sont cependant pas invraisemblables. Elles s'accordent avec la ligne. Elles sont déjà confirmées par certains faits : torpillage à Londres du plan britannique et français, torpillages en Méditerranée et jusqu'aux Dardanelles de bateaux espagnols venant de Russie, constitution en Espagne d'une alliance des partis infidèles à Moscou avec un programme dictatorial et bien d'autres faits significatifs.

Le pacte de Moscou aurait été accepté en principe et le docteur Pascual qui est actuellement à Valence nous dit l'A.B.C. n'a sans doute pas quitté son poste par raison d'agrément...

**

Voilà donc à quelle extrémité le « gouvernement de la victoire », Negrín-Prieto, (car le gouvernement Caballero à participation anarchiste était le gouvernement de la défaite) se trouve réduit : s'en rapporter à Staline, se confier à Staline comme l'homme qui se noie se confie au sauveur, se contenter de n'être qu'une façade, une façade qui ne peut faire illusion à personne, assister à la russification d'un peuple qui a la liberté et l'indépendance dans le sang, endosser devant l'histoire la responsabilité d'assassinats individuels et collectifs, monstrie courante de toutes les dictatures, et peut-être, ce qui est pire la responsabilité d'une catastrophe qui mènera le vaillant peuple espagnol tout entier au tombeau.

Au point où en sont les choses, nous le disons d'une raison froide et objective, ce qui peut être sauvé de l'intérieur de l'Espagne, ne peut l'être que par la C.N.T. et la F.A.I. Sans elles toute s'écroulera. Avec elles ce qui peut être sauvé, sera sauvé, l'avenir sera réservé. Et quand la C.N.T. et la F.A.I. se proposent encore aujourd'hui à donner leur appui au triste gouvernement Negrín-Prieto, se proposent pour une participation directe, effective et s'efforcent de constituer un front antifasciste, il faut interpréter cette attitude, non pas comme un flétrissement ou une abdication mais comme le signe émuant d'une volonté délibérée et réfléchie, et qui ignore la peur, de tenir jusqu'au bout, d'opposer une digne intranchable aux flots roulants du fascisme.

Ou la C.N.T. et la F.A.I. seront entendues ou Staline accomplira son travail.

Dans le premier cas il ne faudra pas déspérer d'un redressement.

Dans le second c'est la catastrophe. Et cette catastrophe les plus inquiétantes promettent l'annoncé dès maintenant,

Jeunesse Anarchiste Communiste

BETTRE OUVERTE AUX J.E.U.N.E.S.

Bagneux. — Réunion tous les vendredis, 20 h. 30, au 18, rue de la Lisette. Appel à tous les révolutionnaires.

Bicêtre. — Tous les mardis, à 20 h. 30, salle Lecocq, 50, avenue de Fontainebleau.

Bobigny. — Tous les samedis, à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

Chichy. — Réunion tous les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, à 20 h. 30, au 92, rue de Paris.

Colombes. — Permanence du groupe J. A. C. tous les samedis après-midi, 5, villa Kreiser (rue de la Reine-Henriette), au « Groupe d'Etudes Sociales ».

Grenville. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

La Courneuve. — Tous les mardis, salle de la Renaissance, 107, route de Flandre à 21 h.

Levallois-Perret. — Tous les samedis, à 21 h., 69, rue Marius-Aufan, au café.

Livry-Gargan. — Tous les 1^{er} vendredis du mois, 44, allée Montgoller (Gargan).

Les deux 3^{es} vendredis, salle des réunions de la mairie.

Montgeron, Yerres, Brunoy. — Tous les 1^{er} et 3^{es} samedis du mois, à 21 heures, chez Aucouroux, rue Boileau, à Yerres.

Montgeron, Yerres, Brunoy. — Tous les premiers et troisièmes samedis du mois, à 21 h., salle Parthonnat (Relais Forestier), au coin de l'avenue Pasteur et de la route Nationale.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle du Coopé, rue de l'Eglise, 11.

Nogent. — Tous les mercredis à 21 h. chez Barreau, 30, Grande-Rue.

Pré-Saint-Gervais. — Adresser la correspondance à Marceau Funck, 2, place Séverine.

Villeneuve-Saint-Georges. — Réunion tous les 1^{er} et 3^{es} samedis du mois, à 10 heures du matin, chez Calloc'h, café-restaurant, avenue Carnot.

Chambéry. — Tous les samedis à 21 h. au Bar Louis, rue de la Gare.

Grenoble. — Tous les mardis à 20 h. 30, café Maurice, 24 rue Taillefer.

Montpellier. — Tous les mercredis à 20 h. 30, réunion au local, 1, boulevard Bonne-Nouvelle.

Lille. — En raison des vacances le groupe se réunit le dernier jeudi du mois d'août.

Lyon. — Les jeudis au siège de l'U. A. (Méditation Lyonnaise), 212, rue de Crégut.

Marceline. — S'adresser au camarade Claude, 176, cité Loucheur, Saint-Pierre.

Vallières. — Tous les samedis, à 18 h. 30 au siège, 3, rue Abel-de-Pujol.

Toulouse. — Réunion tous les mardis et sammedis à 21 heures, 4, rue Tripière.

Oran. — Pour le groupe J.A.C. s'adresser au Centre de Divulgation Sociale, rue de la Mosquée, 12.

Adresser les communiqués (réunions et meetings) à Barzangueau, au « Lib », avant le lundi soir, dernier délai.

Adresser toute la correspondance concernant la Fédération J.A.C. à Ringeaux, 9, rue de Bondy.

Pour les règlements, utiliser le compte-chèque postal Paris, R. Caron 963-75.

Les nécessités de la propagande exigeant impérativement de l'argent. Nous insistons auprès des trésoriers des groupes pour qu'ils réparent au plus vite cotisations et dépôts de maîtrier à Caron, trésorier fédéral.

La fédération J.A.C. vient d'édition une nouvelle série de papillons gommés. Nous invitons les groupes à passer rapidement leurs commandes.

Ces papillons sont vendus 2 fr. le cent plus 15 % pour le port.

BIBLIOGRAPHIE SUR L'ESPAGNE

DURRUTI (biographie) une brochure illustrée 1 50

MAJORQUE SOUS LA TERREUR FASCISTE (4 mois de barbarie), une brochure 1 50

POSITION DE LA F.A.I. (documents) 0 60

LA G.N.T., LE GOUVERNEMENT ET L'ETAT (documents) 0 60

LA REVOLUTION ESPAGNOLE ET L'IMPERIALISME, par Jean Bernier 1 "

LA C.N.T. ET LES EVENEMENTS DES 3, 4, 5 ET 6 MAI, une forte plaquette 5 "

CEUX DE BARCELONE, par H.-E. Kaminsky, un fort volume 18 "

SUPERBE ALBUM D'AQUARELLES de SIM (édition C.N.T., F.A.I.)

Prix : 10 francs, franco : 13 fr. 50.

ALBUMS DE PHOTOGRAPHIES

19 JUILLET 1936, 120 photos. La guerre civile. La reconstruction sociale 5 "

MADRID SOUS LES BOMBES, très bel album 10 "

En vente au « Libertaire »

Chèque postal : André Scheck Paris 487-78

PRENDRE BONNE NOTE QU'AUCUN ENVOI NE PEUT ÊTRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNÉ DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJOREE DE 10 % FOUR FRAIS D'ENVOI.

ENVOI RECOMMANDÉ 0 fr. 10 EN PLUS.

AUCUN ENVOI N'EST FAIT CONTRE REMBOURSEMENT.

Communications diverses

♦ Syndicat Intercorporatif de Reims et région (C.G.T.S.R.). — Nous portons à la connaissance des camarades anarchistes et synd

PARIS-BANLIEUE

A TOUS LES CORRESPONDANTS

Nous rappelons à nos correspondants que les communications pour les rubriques « Voix de banlieue et de province » doivent parvenir avant le lundi midi aux bureaux du Lib. Les copies doivent, chaque fois qu'il est possible, être vissées des groupes. Elles doivent être écrites à l'encre, d'un seul côté de la feuille et, autant que possible, ne pas dépasser trente lignes.

PARIS XIII*

Méthode Stalinienne

Pour empêcher la diffusion du *Libertaire* dans le quartier, les nacos et leurs sympathisants proposent qu'êtrent opposés au Front Populaire, nous sommes des fascistes.

Mayant fait appeler, je sortis de chez moi pour être frappé par ces singuliers révolutionnaires. Le lendemain, retrouvant l'instigateur de l'agression, je fus obligé à nouveau de me battre et ce même individu raconta sur le chantier à Rueil qu'il avait corrigé un libertaire.

Je voudrais bien savoir si c'est par de semblables méthodes que le Parti communiste entend faire sa propagande ?

PARIS XX*

De nouveaux éléments viennent à nous. Ce n'est pas le moment de les laisser tomber. Que tous nos amis se fassent un devoir de venir le plus souvent possible aux réunions du groupe, nous devons renforcer l'organisation de la propagande pour cet hiver.

Tous les mercredi, chez Lejeune, 67, rue de Ménilmontant, premier étage, la J. A. C. avec les adultes.

Le Secrétaire.

GENTILLY

A propos de la retraite aux vieux et des pensions aux mutilés du travail

J'ai lu dans le « Petit Parisien » les articles où M. Eibel du Parti radical-socialiste expose ses suggestions à propos de la retraite aux vieux travailleurs.

Récemment, les mutilés du travail organisaient au Cirque d'Hiver un meeting pour le relèvement du taux de leurs rentes de 10 à 19,00%.

Le ministre de la Santé publique, le délégué du ministre du Travail, M. Rucard et M. Eibel lui-même y étaient présents.

Leur attitude laisse à penser qu'ils n'abandonnent ni les mutilés, ni les vieux travailleurs.

Mais malgré l'avoc favorable de la Commission de prévoyance sociale, ces messieurs n'ont fait aucun effort pour que le projet soit tout au moins soumis au Parlement avant son départ en vacances.

Nous sommes peut-être des naïfs d'avoir cru qu'un projet présenté par le chef d'un parti qui défend le pouvoir et notifié par le Parlement pouvait être immédiatement voté ; mais nous ne pensions pas aux compagnies d'assurances où ces messieurs ont leur petite intérêt et leur inspirent une certaine confiance. Aussi nous déclarons carrement que nous en avons assez que nous ne voulons plus attendre.

Nous voulons que le projet soit repris immédiatement à la rentrée des chambres, et nous dénoncerons tous ceux qui ne prennent intérêt à la misère du peuple qui sous les bravos qu'on recueille aux tribunes des meetings ou des congrès.

Nous voulons pour les pensions aux mutilés et la retraite aux vieux travailleurs, un fonds de gestion autonome géré par les pensionnés et retraités que l'intérêt et la connaissance de leur cause mettra à même d'assurer le bon fonctionnement de ces organes administratifs aujourd'hui par des profiteurs et des incapables.

Catet,
Président de la Section des vieux travailleurs de Gentilly.

GROUP INTERCOMMUNAL BANLIEUE-SUD (L'Hay-les-Roses)

Vendredi 20 août se tenait à la maison commune, une réunion publique et contradictoire sur : Ce que veulent les anarchistes.

Devant une cinquantaine de camarades, Berger, Montel de la Banlieue-Sud et Frémont de l'U. A. définirent la position anarchiste et les mesures à prendre, face aux trahisons des chefs politiciens du Front Populaire. Les auditeurs, longtemps trompés par les plans et promesses électorales, comprirent que seule l'action directe et révolutionnaire est capable de leur conserver ce qu'ils ont arraché sans le secours du parlementarisme et nécessaire pour poursuivre leur émancipation. La réunion, vu la saison, fut un succès pour nos idées. Aucune contradiction et il est à remarquer la sympathie croissante pour l'anarchie. Que les ouvriers enfin réalisent viennent à nous et ensemble nous imposserons la victoire de la logique libertaire sur toutes les utopies politiques. Prochainement à Villejuif sur le même sujet.

Pour le Lib. et les adhésions, s'adresser au camarade Villain.

Le Groupe de l'Hay.

SECTEUR SUD

Réunion du Secteur le samedi 28 août, salle de la Mairie, au Kremlin-Bicêtre.

Les camarades des groupes de Charenton, Ivry, Vitry, l'Hay-les-Roses, etc., XIII^e et V^e arrondissements sont priés de venir nombreux, vu l'importance de la propagande à organiser dans le secteur.

Castillon.

PALAISEAU

Mœurs de politiciens

Le fait que nous allons relater met en lumière les méprisables mobiles qui conduisent certains élus municipaux à renier leur mandat et ce qui se cache derrière les phrases grandiloquentes des bons hommes à faux-nez du national-communisme.

Palaiseau, charmante localité de la vallée de Chevreuse n'a pas échappé aux méfaits de la crise engendrée par notre doux régime d'exploitation capitaliste. Elle a, elle aussi, ses chômeurs. Mais la municipalité de l'endroit, parmi ces derniers, est à l'affût du moindre prétexte pour refuser le secours élémentaire aux travailleurs en chômage.

C'est ainsi qu'elle a, voilà quelque temps auparavant, l'allocation de chômage à un travailleur de 68 ans, le prétendant devenu inapte à tout travail, et lui signifiant qu'il relèverait désormais de l'assistance aux vieillards et toucherait la formidable somme de 100 francs par mois. On a même été jusqu'à solliciter un certificat de complaisance d'un médecin qui par malheur pour elle a conclu à la parfaite aptitude au travail du camarade intéressé.

Colère du maire et de ses compères du conseil municipal qui s'entendent à vouloir considérer comme un vieillard impotent un camarade en parfaite santé pour réaliser leur cupide opération.

Bref, devant les lenteurs intéressées de la municipalité, qui réunit toutes les nuances de l'arc-en-ciel politique, notre chômeur réduit à la plus grande misère eut l'idée de s'adresser au député Jacques Duclos qui vient une fois par mois entretenir l'atmosphère de sa circonscription électorale. Au moins avec celui-là, pensait-il, ça va marcher rondement.

De fait, Duclos avait pris note et promis d'in-

tervenir promptement. Hélas ! plusieurs mois ont passé et notre chômeur attend toujours des nouvelles de Jacques Duclos, sans doute préoccupé par l'élaboration du programme national-communiste en vue des prochaines élections cantonales, n'a pas jugé utile de s'arrêter à ce cas insignifiant.

Aussi sommes-nous en droit de souligner qu'il y a loin du verbalisme démagogique des leaders nacos en faveur des vieux travailleurs à la réalité.

Entre ses intérêts électoraux qui lui commandent de ne pas contrister les élus municipaux de sa région et le droit à la vie du chômeur, Duclos a choisi l'écrasement du chômeur. Mais les travailleurs de Villebon, eux, ont leur

partie à dire.

SARTROUVILLE

Samedi 21 août, le groupe libertaire avait organisé une réunion publique et contradictoire concernant les événements d'Espagne. Nous pouvons nous réjouir du succès obtenu. Nombreux furent les camarades qui après avoir entendu les exposés de Fremont, Servat, Moulier, un camarade de la J. A. C. et du camarade Le Maner, du groupe, nous manifestèrent leur sympathie. Chacun primit de lutter vigoureusement pour abattre le régime capitaliste et lutter aussi contre ceux qui ne vivent qu'en spéculant sur la crédulité humaine. Les « coots » sortirent de la salle le sac bien garni. En somme, une bonne propagande pour notre groupe.

Le Groupe.

VOIX DE PROVINCE

AIMARGUES

Souscription en faveur des Combattants espagnols

Recettes. — Paul Huguet, 75 fr. Total des listes précédentes, 4.867 fr. 50. Total général, 4.944 francs.

Le Comité remercie tous les donateurs. Que chaque camarade prenne ses responsabilités sur les événements espagnols, quant à moi, j'ai pris les miennes il y a longtemps.

Abel Chatellier.

ANNECY

Ballade champêtre

Les camarades d'Annecy et de Chambéry organisent une balade champêtre à Verrerie-du-Lac (Annecy) vers le milieu de septembre. La date précise sera donnée dans un prochain *L'Anarchie*.

Les camarades d'Aix-les-Bains, Chambéry, Grenoble, Voiron, Thonon, Annemasse, Genève, Faverges, etc., sont priés de se mettre en relation avec le camarade Tavernier, 1, bd du Cardinal-de-Brogni, Annecy, qui donnera tous les renseignements nécessaires pour cette balade.

Les camarades Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui manquait à certains, mais à cause du manque d'entente, Cérès fait maintenant partie de la grande armée des chômeurs. Allons, camarades, unissez-vous, soyez des révolutionnaires. Tous debout pour la défense de notre droit à l'existence.

Camarades de chez Lingot, valre, devoir étaient de « vous » solidariser avec « notre » camarade. Ce n'était pas Tenuï qui man

"Patrons, soyez des patrons!" dit C.-J. Gignoux.

OUVRIERS, SOYONS DES OUVRIERS!

Restons sur le terrain de la lutte de classe, face aux "unisseurs" de la nation française, qui trahissent les intérêts du prolétariat !

INDÉPENDANCE DU SYNDICALISME

Dans les organes qui traitent la question : « Le Libertaire », « Syndicats », « La Voix Syndicaliste », l'organe de la Fédération des Travailleurs du Livre : « L'imprimerie Française », etc., etc., que de flots d'encre coulent où l'on se confine à exiger des « cocos » le respect de l'indépendance du syndicalisme.

Lors de la scission syndicale, au congrès de Saint-Etienne, en 1921, il était aisé de discerner que les divisions de la classe ouvrière n'existaient qu'autant que les « bergers » qui les étaient — n'ayant pas peur des mots — étaient eux-mêmes divisés.

Or, à la suite de ce Congrès, sortit la C.G.T. U., plus tard nouvelle scission entre communistes et anarchos-syndicalistes qui composaient la nouvelle C.G.T. Ces derniers donneront naissance aux syndicats autonomes, fonderont des unions autonomes et enfin, en désespoir de cause, la C.G.T. S.R. voyait le jour.

Quant aux dirigeants communistes, n'ayant pu obtenir la mainmise sur les syndicats en demandant dans leur C.G.T. U., qui devait également s'opposer à l'unité syndicale, une révolution qui concerne l'idée générale de « bluffer » sur l'unité syndicale. On sait par quelles passes difficiles l'idée d'unité fit son chemin. Bref, c'est aujourd'hui chose faite ; les communistes ont plutôt les unitaires (si l'on considère que la majorité des membres de la C.G.T. U. n'étaient pas de cette opinion, mais la substantielle sont rentrés dans la vieille maine de la C.G.T.).

Les précédents n'autorisaient nullement à croire que c'était seulement l'unité de la classe ouvrière qu'on cherchait. C'était une erreur, et c'est encore une erreur de le croire actuellement. Un seul but guide les communistes staliens : l'unité syndicale sur le terrain politique en intriguant pour avoir la mainmise sur le tout. L'unité de la classe ouvrière : une « loutaine » à quoi bon est-ce que cela est nécessaire, puisque la dictature sur le prolétariat y suppléera admirablement en dernier ressort.

Au Congrès de l'U.D. de la Loire où j'ai déclaré ce que l'on vient de lire, j'eus le don de mettre en fureur nos bons « nacos », surtout quand j'apprenais qu'au prochain Congrès de la C.G.T. l'incompatibilité des fonctions syndicale et politique soit supprimée et que, par ce fait, le syndicalisme deviendrait politique en France, donnant naissance au fascisme, tout comme en Allemagne et en Italie, malgré le nombre imposant des millions d'adhérents.

Je ne me suis jamais fait d'illusions là-dessus, et les circonstances que le secrétaire de la C.G.T. Jouhaux envoie aux fédérations, aux unions départementales pour maintenir l'unité n'ont d'autre but — si nous nous laissons faire — qu'à nous faire faire et permettre ainsi la mise en tutelle du syndicalisme par les partis politiques.

Déjà, le soutien qu'apporte la C.G.T. au Front Populaire donne une idée du but que l'on poursuit. Ce n'est même plus de la collaboration de classes, c'est la fusion des classes. Le syndicalisme devenant un moyen politique servira de frein aux aspirations du peuple, des travailleurs, des exploités pour le plus grand bien de nos ennemis séculaires : la bourgeoisie, et le clergé.

Nous devons à nous, défenseurs de l'indépendance syndicale, est donc de dénoncer aux travailleurs le but réel des communistes staliens, sans nous soucier des injures et des calomnies dont ne manqueront pas de nous gratifier ces agents zélés de la contre-révolution.

Nous aurons pour récompense l'appui de la majorité des travailleurs conscients, et cela doit nous suffire pour mener à bien l'émancipation des travailleurs qui ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes... dans la liberté.

E. Soulier,
Secrétaire de la 4^e section du Livre
(Saint-Etienne).

LA VOIX DES CHOMEURS

DU MANDAT

Le Livre troisième du Code civil, titre treize, contient les articles ayant trait au mandat. Il y est écrit que le mandat est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Il y est spécifié que le mandataire ne peut rien faire au delà de ce qui est porté dans son mandat : le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre. Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution. Il est responsable des fautes qu'il commet dans sa gestion.

Si ces textes n'avaient qu'une valeur relative, voire même symbolique, selon les cas ; si la justice était la justice et non la protection par la répression, ce qui n'est pas du tout la même chose, il serait peut-être possible aux pauvres couillons d'électeurs désillusionnés d'actionner devant les tribunaux « compétents » la pléiade de politiciens qui, au nom du Rassemblement populaire, a pris tant d'engagements qu'il ne me souvient plus du tout, mais qui devait assurer au peuple le pain, la paix et la liberté.

Le pain n'a jamais été aussi cher.

La paix n'a jamais été si troublée.

Quant à la liberté, elle ne se manifeste que par le maintien des privilégiés assurant aux riches la liberté d'exploiter les pauvres, aux forts la liberté d'asservir les faibles.

Les élus syndicaux, confortablement installés dans leurs fromages, font figure de bouddhas depuis qu'ils ont eu l'insigne honneur de s'asseoir dans les confortables fauteuils de l'hôtel Matignon. Ils ont, en fait, renoncé à l'exercice de leurs mandats. On ne peut pas tout faire à la fois ! Songez un peu, camarades syndiqués, que vos dirigeants participent aux conseils du gouvernement soit directement, soit par le truchement de l'Intérieur ou du Travailler. Ils sont invités à siéger à la Banque de France, à l'Office du Niger, au Bureau International du Travail, au Conseil supérieur économique, etc., etc.

Quant aux dirigeants de l'Union des Comités des chômeurs, ils exercent leur mandat comme

le libertaire syndicaliste

AU CARREFOUR

Le syndicalisme ne doit pas être le vassal du Front populaire

Le Peuple du 20 août publie la sténographie de la partie de la discussion qui, au C.C.N., a porté sur l'indépendance syndicale.

Une remarque s'impose. Tous les orateurs, aussi bien Frachon que Dumoulin, Belin que Racamond, ont été d'accord pour réclamer l'indépendance du mouvement syndical, et reconnaître la nécessité d'une union totale des forces ouvrières.

Cette union doit être réelle. Le prolétariat, — s'il ne veut pas courir à un échec — doit être uni pour aller à la bataille. Il faut qu'il le soit pour sauvegarder les avantages conquis dans les luttes de juin 1936. Il faut qu'il le soit pour valoriser son pouvoir d'achat qui a été fortement diminué par l'augmentation du coût de la vie ; pour faire respecter les 40 heures et les congés payés ; pour imposer le contrôle ouvrier et étendre les attributions de ses délégués ; pour, enfin, se préparer à la lutte finale.

L'union est facile à réaliser au bureau, au chantier, à l'usine où rien ne sépare les ouvriers, que de petites querelles non pas pour une politique, mais pour des politiciens.

Il est possible aux champs, pour peu que l'on veuille s'occuper un peu plus des intérêts des ouvriers agricoles et un peu moins de ceux des sous-définitifs propriétaires.

Les partis politiques peuvent se désunir, les cartels électoraux peuvent se rompre, les gouvernements soi-disant de Front Populaire, glisser

vers la « concentration républicaine ». Cela n'aura que peu d'importance si le prolétariat reste uni.

Mais il faut choisir. Ou faire que le mouvement syndical soit indépendant de tout parti et de tout gouvernement (indépendant ne veut pas dire ennemi) ou le lier à un rassemblement électoral dont il ne sera que le vassal.

Le choix semble facile. Il est regrettable de voir qu'il n'en est pas ainsi. Il est regrettable qu'un militant, secrétaire de l'Union la plus importante de France, Hénaff, pour dire son nom, veuille déclarer au Congrès de la Fédération du Papier-Carton : « Celui qui ose parler contre le Front Populaire, devrait se rendre compte que les Front Populaire, nous n'en serions pas où nous en sommes : sans le Front Populaire, les syndicats ne seraient pas parvenus à faire reculer le patronat comme nous l'avons fait.

L'UNITÉ DU MOUVEMENT SYNDICAL DÉPEND DE L'UNITÉ DU FRONT POPULAIRE » (Peuple, 22-8).

Et voilà ! Et c'est un militant syndicaliste qui dit cela. Je ne crois pas qu'il y ait un seul politicien pour mépriser aussi ouvertement l'action syndicale autant que le fait Hénaff. Et si demain la C.G.T., constatant que le gouvernement de Front Populaire non seulement ne vient pas au secours du gouvernement espagnol de Front Populaire, mais encore lui interdit d'acheter des armes en France ; si demain la C.G.T., constatant que le gouvernement de Front Populaire

livre à Franco 600 tonnes d'alumine pour lui permettre de fabriquer des explosifs (Huma 22) décida, pour ne pas être complice, de quitter le Front Populaire, Hénaff l'accuserait de rompre l'unité du mouvement syndical ! Si demain la C.G.T., constatant que M. Bonnet, ministre du Front Populaire, au lieu de faire payer les riches, augmente les tickets de métro et d'autobus de 33 %, augmente les timbres, le tabac, les 3^e classes en chemin de fer, les transports, augmente tout ce dont usent les gueux, décida, pour ne pas être complice, de rompre avec M. Bonnet, son parti, et le Front Populaire qui le soutient, Hénaff crierait à la trahison.

Ce n'est pas de cette façon que l'on unira le prolétariat. Ce n'est ni sur le terrain politique ni sur le terrain électoral. Dans la brochure « Patrons, soyez des patrons », M. C.-J. Gignoux déclare : « Nous défendons le capitalisme parce que nous le croyons seul capable d'assurer le progrès économique et social de la nation ». M. Gignoux nous indique notre tâche. Nous devons nous unir sur le terrain syndical pour combattre le capitalisme parce que nous savons qu'il est la seule force qui s'oppose à notre libération et à notre émancipation totale.

Et on ne combat pas le capitalisme, en s'unissant dans des fronts, dits populaires, avec ceux qui en sont les plus ardents défenseurs.

SOUS LA CISAILLE

Devant l'exploitation réactionnaire du conflit ouvrier au dernier C.C.N. par la colonisation stalinienne du syndicalisme, Jouhaux tente, dans un editorial du Peuple du 21, de dissiper toute inquiétude en assurant que « la collaboration plus fraternelle » règne dans la vieille maison.

« Ici nous ne serons pas dupes mais il est assez piquant de voir le Temps du même jour, complètement infidèle aux puissances d'argent, commenter les déclarations du secrétaire général et donner des leçons d'indépendance en dénonçant les machinations communistes. La paix et la poudre quoi !

Au Congrès du Papier-Carton, Racamond s'est déclaré élu à l'accession au pouvoir du Front Populaire. Ainsi, dit-il : « les militants des syndicats sont regis par des dirigeants politiques et peuvent discuter avec eux d'égal à égal. »

« Ça nous fait une belle jambie, pensera prolo, et pour ce que rapportent ces conversations qui déboulent à l'entreprise, se poursuivent dans les ministères, se continuent par l'arbitrage et ainsi de suite, sans autre résultat que le gringage des avantages obtenus, nous préférerons aux satisfactions d'amour-propre des syndicalistes de gouvernement, celles plus substantielles conquises en juin 36, et ou, lors des occupations d'usines, nous pouvions plus avantageusement discuter « d'égal à égal ».

Le Syndicat des Métaux de la région parisienne organise, à grand fracas, un voyage en U.R.S.S. afin de montrer aux prolétaires de France le décor savamment entretenu du « paradis soviétique » et où, soigneusement escortés, ils seront gardés de toute impression désagréable.

Contre cette duplicité, maintes fois dénoncée nous mettons les militants en garde. Mais, puisque le Syndicat des Métaux est dans ces dispositions que n'organise-t-il un voyage en Espagne afin de faire connaître à ces mêmes prolétaires les réalisations spécifiquement ouvrières celles-là, des collectivisations industrielles et paysannes de l'Aragon et de la Catalogne, avant qu'elles ne soient éteintes par la contre-révolution stalinienne.

Il ne manquera certes pas de candidats, malgré les risques, mais gageons que nous attendrons longtemps cette réalisation. C'est en tous cas une suggestion que nous soumettons aux cotons de payans.

La formidable industrialisation soviétique, si elle accroît le potentiel du surarmement, la puissance tapageuse autour des exploits des aviateurs soviétiques n'oblige nullement à consister en faveur de la libération prolétarienne en U.R.S.S. ainsi que voudraient le faire croire les staliniens français.

Le Huma qui nous annonce que les ouvriers ayant travaillé à la fabrication de l'avion en détresse de Levavsky seront condamnés pour sabotage, acceptera-t-il que le même sort soit réservé à ceux d'ici dans les mêmes circonstances ? Les exécutions qui ont suivi des accidents de chemins de fer en U.R.S.S. sont autant de regrets précédents qui doivent inciter à la vigilance la classe ouvrière internationale.

C'est hélas encore de l'U.R.S.S. qu'il est question quand, de Moscou, une dépêche Radio nous annonce que 38 officiers de la flotte de la Baltique viennent d'être arrêtés et condamnés à des peines diverses pour avoir, lors du couronnement du roi d'Angleterre, laissé de la bière à bord. C'est en effet une révolte évidemment qu'au retour plusieurs révoltés échappent à bord du « Marat » et que de nombreux marins désertent à Memel et à Tallin. Sans doute, ceux-là étaient-ils satisfaits du régime ?

A propos de l'Exposition certains journaux réactionnaires prennent leur revanche sur l'Huma qui les accusait de mener campagne pour empêcher les étrangers de venir en France à cette occasion. Sa statistique des visiteurs, disent-ils, indique que, si les Allemands sont venus assez nombreux, les Italiens se sont fait absents mais ce qu'il convient de signaler c'est l'absence quasi totale des Russes.

Mutisme de l'Huma qui ne sait que répondre, car, si les congés payés y sont, comme on nous assure, largement répandus, pourquoi les opérateurs de la publicité de l'U.R.S.S. n'organisent-ils des voyages en France. Ce serait là une excellente propagande. Que de réceptions enthousiastes où les travailleurs « libérés » viennent prouver avec leurs frères encore sous l'exploitation capitaliste.

Pourquoi, sinon que l'on craindra de ces contacts des surprises désagréables ? nous posons la question.

Les travailleurs des services publics ont tenu un meeting au Gymnase Japy. Entre autres revendications, ils ont réclamé pour la 4^e fois l'application intégrale de la loi d'amnistie par la réintégration des révoqués. Pour ce faire, ils réclament la création d'une commission placée sous l'autorité gouvernementale.

Les travailleurs des services publics sont bien bons s'ils comptent sur cette procédure pour obtenir satisfaction. Pas plus que le gouvernement Blum, le gouvernement Chautemps, qui continue le Front Populaire, qui lui-même avait cette revendication en tête de son programme, ne saurait la leur donner.

Au surplus, les travailleurs de Brest et de Toulon ne leur avaient-ils pas indiqué la manière de se passer des politiciens ?

vers la « concentration républicaine ». Cela n'aura que peu d'importance si le prolétariat reste uni.

Mais il faut choisir. Ou faire que le mouvement syndical soit indépendant de tout parti et de tout gouvernement (indépendant ne veut pas dire ennemi) ou le lier à un rassemblement électoral dont il ne sera que le vassal.

Le choix semble facile. Il est regrettable de voir qu'il n'en est pas ainsi. Il est regrettable qu'un militant, secrétaire de l'Union la plus importante de France, Hénaff, pour dire son nom, veuille déclarer au Congrès de la Fédération du Papier-Carton : « Celui qui ose parler contre le Front Populaire, devrait se rendre compte que les Front Populaire, nous n'en serions pas où nous en sommes : sans le Front Populaire, les syndicats ne seraient pas parvenus à faire reculer le patronat comme nous l'avons fait.

L'UNITÉ DU MOUVEMENT SYNDICAL DÉPEND DE L'UNITÉ DU FRONT POPULAIRE » (Peuple, 22-8).

Et voilà ! Et c'est un militant syndicaliste qui dit cela. Je ne crois pas qu'il y ait un seul politicien pour mépriser aussi ouvertement l'action syndicale autant que le fait Hénaff. Et si demain la C.G.T., constatant que M. Bonnet, ministre du Front Populaire, au lieu de faire payer les riches, augmente les tickets de métro et d'autobus de 33 %, augmente les timbres, le tabac, les 3^e classes en chemin de fer, les transports, augmente tout ce dont usent les gueux, décida, pour ne pas être complice, de rompre avec M. Bonnet, son parti, et le Front Populaire qui le soutient, Hénaff crierait à la trahison.

Ce n'est pas de cette façon que l'on unira le prolétariat. Ce n'est ni sur le terrain politique ni sur le terrain électoral. Dans la brochure « Patrons, soyez des patrons », M. C.-J. Gignoux déclare : « Nous défendons le capitalisme parce que nous le croyons seul capable d'assurer le progrès économique et social de la nation ». M. Gignoux nous indique notre tâche. Nous devons nous unir sur le terrain syndical pour combattre le capitalisme parce que nous savons qu'il est la seule force qui s'oppose à notre libération et à notre émancipation totale.

Et on ne combat pas le capitalisme, en s'uniant dans des fronts, dits populaires, avec ceux qui en sont les plus ardents défenseurs.

CAM.

AUX CHANTIERS DU CHEMIN DE FER A COUSSAINVILLE

Vers le 1^{er} juillet, commençaient des travaux sur la voie qui longe notre localité où environ 150 camarades étaient occupés.

A cette époque-là ils touchaient comme tarif horaire la somme de 7 fr. 20, alors que le tarif syndical, tarif arraché par l'action de juin dernier, est de 9 fr. 00 francs.

Spontanément, nos camarades se firent grève pour réclamer ce qui était leur juste droit.

Il est inadmissible qu'il ne reste encore en lutte contre le patronat qu'une quinzaine de ces camarades, alors que la grande majorité se fait encadrer par ceux qui nous font crever à petit feu.

Et malheureusement le patronat réussit à faire reculer la grève, trop rapide qui, au bout de 8 % d'augmentation accordée par le surabond de M. Bonnet, leur résistance est à bout et l'échéance de la grève ne tardera pas à s'implanter.